REMALD
collection
THÈMES ACTUELS
Revue Marocaine d'Administration Locale et de Développement

Doctrine du droit administratif marocain : contributions et interpellations

Tarik ZAIR
Professeur à la Faculté des Sciences juridiques et politiques de Kénitra

128
2024
REMALD partenaire de LexisNexis

Publications de la REMALD

Collection « Thèmes actuels »

Doctrine du droit administratif marocain : contributions et interpellations

Sommaire

Avant-propos 9

❑ **Première partie. — Service et action publics** 13

Chapitre I. La haute fonction publique 15

Chapitre II. La simplification des procédures administratives à la lumière de la loi n° 55.19 27

Chapitre III. Accessibilité des services publics et exigences de leur financement 47

Chapitre IV. L'externalisation de l'action publique dans le contexte de réforme de l'État 63

Chapitre V. Le partage des risques dans les contrats de partenariat public-privé 77

Chapitre VI. Le droit à l'information de l'administré : les aléas de la consécration constitutionnelle d'une liberté publique complexe 89

❑ **Deuxième partie. — Statut constitutionnel de l'administration** 99

Chapitre I. L'apport de la procédure législative sous la Constitution de 2011 à la qualité des textes législatifs 101

Chapitre II. Le financement public des partis politiques 115

Chapitre III. Constitution, pouvoir et contre-pouvoirs locaux au Maroc 129

Chapitre IV. Réflexions autour de la notion de circonscription électorale 141

Chapitre V. Les collectivités territoriales dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel 155

Chapitre VI. Les scrutins locaux 171

Chapitre VII. Le cumul des mandats électifs en droit marocain 193

Chapitre VIII. Le régime juridique relatif au découpage des collectivités territoriales issu de la loi du 27 juillet 2013 209
Chapitre IX. Les droits fondamentaux dans la Constitution marocaine : les interrogations à propos de la valeur du référentiel universel 221
Chapitre X. Le nouveau statut constitutionnel des collectivités territoriales 233
Chapitre XI. Démocratie participative locale : esquisse du fondement et des préalables 245

❑ **Troisième partie. — Collectivités territoriales et action territoriale**..... 263
Chapitre I. Projets de territoire et contractualisation territoriale : les corrélations possibles 265
Chapitre II. L'interministérialité territoriale dans la nouvelle déconcentration . 279
Chapitre III. La contractualisation des rapports déconcentrés 297
Chapitre IV. Le financement privé des collectivités territoriales : les dimensions de l'emprunt auprès des organismes de crédit dans les démarches de développement territorial 311
Chapitre V. Les solidarités territoriales : à propos du principe et ses applications 329
Chapitre VI. Le principe de libre administration des collectivités territoriales . 341
Chapitre VII. Le droit face à la promotion de la parité politique : le cas des collectivités territoriales 359
Chapitre VIII. L'intercommunalité face aux exigences du développement local 371
Chapitre IX. La contractualisation des rapports État/collectivités locales 383
Chapitre X. Le groupement d'agglomération : un nouveau cadre de la coopération intercommunale 395
Chapitre XI. Le nouveau découpage territorial à l'épreuve de la rationalité économique 407
Chapitre XII. Décentralisation et environnement 421
Chapitre XIII. Le principe de l'uniformité et la décentralisation 435
Chapitre XIV. La gestion de l'expansion de la ville : les déboires de la coexistence de la commune et de l'agence urbaine 447
Chapitre XV. Propos sur l'existence de la responsabilité politique en droit de la décentralisation 465
Chapitre XVI. La gouvernance de la ville : mise en lumière du rôle des acteurs publics décentralisés 481

Quatrième partie. — Région et régionalisation 495

Chapitre I. L'université dans la loi organique relative aux régions 497

Chapitre II. Déséquilibres régionaux et action publique solidaire 507

Chapitre III. La notion constitutionnelle de "prééminence" de la région 519

Chapitre IV. Régionalisation avancée : quelle répartition des compétences ? . 539

Chapitre V. Le renouveau régional face aux exigences de la construction démocratique 553

Chapitre VI. La vocation économique de la région dans le système administratif territorial du Maroc 567

Cinquième partie. — Contrôle juridictionnel de l'administration 585

Chapitre I. Recours en annulation pour excès de pouvoir contre la décision d'un conseil communal portant démission du président d'une commission permanente 587

Chapitre II. Révocation d'un conseiller communal pour motif de son existence dans une situation de conflit d'intérêts 595

Chapitre III. L'obligation de motivation des décisions administratives : le bilan mitigé de la jurisprudence des tribunaux administratifs 601

Chapitre IV. Le principe de proportionnalité dans la jurisprudence administrative 625

Chapitre V. Étendue du contrôle des motifs de la décision administrative exercé par le juge administratif 637

Chapitre VI. Le contrôle des mesures de police administrative par le juge administratif 653

Chapitre VII. Interrogations sur la nature juridique des contrats conclus entre personnes publiques 669

Tarik ZAIR

- Professeur de droit administratif et sciences administratives à la Faculté des Sciences juridiques et politiques de Kénitra.
- Docteur en droit public de l'Université Toulouse-Capitole (Toulouse, France).
- Chargé de cours dans plusieurs écoles et instituts publics de formation des cadres supérieurs.
- Auteur de plusieurs publications (ouvrages et articles) en relation avec le droit et les institutions administratives marocaines et comparées.

منشورات المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية

سلسلة «مواضيع الساعة»

العدد 128 • 2024

فقه القانون الإداري المغربي: مساهمات ومساءلات

ذ. طارق زائر

الطبعة الأولى، 2024

REMALD

ISBN : 978-9920-643-81-8

199 Dh